

Compte-rendu du CSA du 16 mai 2023

Toulouse, le 26 juin 2023

Le transfert de la gestion du Centre hospitalier de Saint-Gaudens du SGC de Saint-Gaudens au SGC de Boulogne sur Gesse au 1^{er} septembre 2023 « solde » le NRP dans le Comminges.

Le premier employeur du Comminges, 800 salariés, n'est pas une sinécure à gérer, de l'aveu même de l'équipe saint-gaudinoise. Ainsi la dématérialisation des recettes de l'hôpital de St Gaudens n'est toujours pas opérationnelle. De ce fait, des lots arrivent par flux sur HELIOS et le SGC réceptionne les lettres matérialisées de ces lots, là il faut jongler avec tout ce matériel en vérifiant que tout correspond ce qui bien évidemment n'est pas toujours le cas. Le problème de non matérialisation vient de l'éditeur MIPIH. L'affranchissement du courrier sera un énorme problème en cas de non dématérialisation, car il n'y a pas de machine à affranchir à Boulogne.

L'hôpital de Saint-Gaudens, victime de l'austérité budgétaire décidé par le gouvernement, a pris l'habitude de régler les fournisseurs lorsqu'ils menacent de ne plus livrer, donc le SGC doit traiter régulièrement de toute urgence des listes de mandats. Nous avons également rappelé dans ce CSAL l'épisode du retard de paiement des paies des salariés de l'hôpital (cf. notre tract commun avec la CGT Hôpital du 9 mai 2022

https://31.cgffinancespubliques.fr/IMG/pdf/tract_salaires_hopital_st_gaudens.pdf, sans réaction de la direction

Le déficit d'agent au SGC de Saint-Gaudens et la volonté des agents de rester sur place va aboutir à ce qu'aucun agent chevronné ne rejoigne le SGC de Boulogne.

La mission hospitalière saint-gaudinoise va arriver à Boulogne alors que l'équipe en place, en dehors des cadres, est novice dans les missions de service public local. De plus ce style de mission est assurée actuellement par deux agentes de Bagnères de Luchon, par du travail à distance, pour 1,5 ETP, dans le cadre de la gestion du CH de Luchon, qui incombe au SGC de Boulogne depuis septembre 2022. Les 6 ETP prévus pour la mission hospitalière seront donc de nouveaux affectés.



C'est donc un euphémisme, de dire que l'équipe boulonnaise est inquiète de ses futures conditions de travail et de la qualité du service public qui sera rendu. Elle l'a d'ailleurs notifié à M. Perrin sous forme d'une lettre et elle attend des réponses.

M Perrin a reconnu que ce n'était pas une opération simple, qu'il comprenait l'inquiétude mais qu'il souhaitait faire vivre l'implantation boulonnaise. Il a précisé qu'il était dans l'espérance des mutations et de l'apport de l'équipe EDR. Il a insisté sur les possibilités de télétravail une fois l'équipe formée. Donc une attitude plutôt pusillanime de notre directeur, qui n'est pas pour rassurer nos collègues du boulonnais. M Perrin, toujours dans ses commentaires oraux, garantit l'implantation boulonnaise jusqu'en 2027. Message subliminal pour préparer les personnels à un nouveau NRP ?

En attendant, les agents du SGC de Saint-Gaudens, s tout comme ceux des SIE de la métropole toulousaine, ont eu la surprise d'apprendre qu'ils devaient se positionner sur leur avenir en quelques jours. Les RH, qui comme tous les services de la DGFIP, ressentent le manque d'emplois pour accomplir les missions, n'ont pas communiqué suffisamment avec les agents. Ceux des SIE de la métropole toulousaine ont ainsi appris qu'ils devaient effectuer une mutation locale avant le 31 mai. C'est inadmissible de ne pas permettre aux agents touchés par une restructuration de faire jouer leurs droits et garanties. La direction décide contre l'avis des agents de fermer des structures, de déplacer des missions, la moindre des choses est de les informer en amont, afin que ceux-ci puissent se projeter dans leur avenir personnel et professionnel. Une fois de plus ce sont les représentants du personnel qui doivent rappeler à la direction les règles qu'elle a érigées.

La CGT a écrit une longue lettre à la DRFiP pour lui demander, entre autres choses, un engagement écrit de la direction afin de tranquilliser les collègues « qui ont vocation à rester à Saint-Gaudens », (dixit M. Perrin lors de ce dernier CSAL) et que les règles RH leur soient notifiées par écrit.

Nous vous soumettons ci-dessous la réponse de notre direction :

Bonjour

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous deux éléments de réponse à vos interrogations:

- concernant les règles RH : la fiche diffusée pour le CSA du 16 mai récapitule les garanties et priorités des agents (elle est en P.J.);*
- concernant les emplois: en l'état actuel du TAGERFIP, le nombre d'emplois projeté après transfert vers Boulogne est suffisant pour permettre aux agents qui le souhaitent de rester au SGC de St-GAUDENS.*

Cordialement

LORAND Eric

En gros, allez lire la fiche RH communiquées lors du CSAL et faite nous confiance pour le reste !

Depuis la pandémie de 2020, la fermeture de notre administration au public s'est accélérée. Notre administration qui avait une belle tradition d'accueil du public rentre dans le rang et ne propose plus que 20 heures d'accueil par semaine même pendant les campagnes IR et autres. Ces 20 heures se décomposent en 14 heures de flux et 6 heures d'accueil sur rendez-vous.

Évidemment devant le CFP l'attente est importante, que l'accueil ait été rénové (Balma, Ranguel, Muret) ou non. Les contribuables s'entassent dans les sas ou devant les bâtiments en appréciant la pluie printanière...Les contribuables recherchent de l'accompagnement de la part de la DGFIP, l'impôt sur le revenu est complexe truffé d'items en tout genre. Le tout numérique a beau être l'injonction de l'administration moderne, le contribuable ne s'y retrouve pas forcément, alors il se déplace et doit faire face à peu d'heures d'ouverture et peu d'agents (plus de 40 000 suppressions d'emplois en 20 ans). La tension monte parfois pendant que les agents courent partout pour satisfaire les contribuables maltraités par l'état.



Les agents eux aussi sont victimes de cette décision unilatérale du toujours plus de numérique afin de laisser les contribuables se débrouiller avec l'impôt.

La direction n'en a cure et se félicite d'un accueil marchant bon an, mal an.

À quand une révolte des agents et des contribuables réclamant un service public équitable ?

Juste une remarque : les référendums bidons du style « vous préférez ouvrir à 13h30 ou 14 h ? vous souhaitez arriver à 7h15 le matin ou 7h30 ? » les agents en ont marre, leur peu de participation à ces consultations est un témoignage de leur courroux. Ouvrez les services publics à nos concitoyens en y mettant bien sûr les moyens et laissez les agents s'organiser au mieux en démarrant leur journée à 7h ou en finissant à 19h si cela leur convient. Ces consultations orientées, loin des aspirations des personnels et des publics, n'ont rien de démocratique elles sont des artifices d'un faux dialogue social mis en scène par la direction !



En parlant de dialogue social qui n'en a que le nom, les élus se sont vue proposer une formation Comisé social d'administration (CSA), y compris dans sa mouture Formation Spécialisée, sous forme d'un webinaire par le ministère des finances. La première partie très théorique fut assurée par une personne reprenant pendant une heure et quart un Power point préparé par son entreprise, GERESO, un cabinet de formation et de conseil.

Donc, à priori, aucun agent, même s'il est cadre supérieur, n'a la capacité de nous lire un Power Point, déjà il y a quelques mois un membre d'un autre cabinet conseil nous avait dispensé une formation sur les discriminations au travail. Notre ministère compte des milliers de cadres A+ qui sont censés avoir les capacités de nous former et de communiquer avec efficacité mais non, pour Bercy, c'est mieux d'utiliser les ressources financières du ministère afin de permettre au privé de faire des profits.

Un webinaire ? c'est la promesse d'une interaction même limitée, et ici il n'y en eut pas. À la place des cadres A++ se sont félicités pendant presque trois heures de la nouvelle instance du dialogue social, le CSA. Lorsque l'on est militant syndical, représentant des personnels, au fait des changements, s'entendre dire que le dialogue social, dans toutes les administrations de ce ministère, est au cœur des préoccupations, qu'il en est son ADN, sa valeur historique, on en passe et des pires, l'expression « mieux vaut entendre cela que d'être sourd » prend toute son ampleur.

Au risque de faire perdre leurs dernières illusions aux agents du ministère et à ceux de la DGFIP en particulier, feu les instances comités techniques et comité d'hygiène sécurité conditions de travail comme les nouveaux CSA et FS, ne brillent pas par leur volonté de faire participer les agents à la gouvernance de l'administration. La direction y fait de la communication, souvent très incomplète, et elle n'écoute les agents qu'uniquement lorsque ceux-ci ont le rapport de force en leur faveur ! Donc ce faux webinaire a accouché d'un verbiage satisfait de « cravatés » mâles, une dame sur une dizaine d'intervenants. Franchement, les 1200 élus des personnels invités et muets ont perdu leur temps !

Le transfert de la mission service immatriculation des véhicules (SIV) de la Trésorerie Toulouse Amendes vers la division comptabilité place Occitane va concerner peu de personne. Pourtant l'enjeu financier de ces taxes est énorme, plusieurs milliards par an. La mission ne s'improvise pas, elle est très technique. Si les agents susceptibles d'être transférés ont été consultés, il n'en est pas de même de ceux de la division comptabilité, qui espèrent que ce n'est pas une nouvelle charge qui pourrait leur être dévolue.

L'expérimentation du télétravail le vendredi au SIP de Colomiers ressemble à du greenwashing bon marché par la direction. Il y a tellement peu d'agent dans les services du fait du télétravail et de la suppression des emplois que la direction a imaginé pouvoir communiquer sur une prétendue sobriété énergétique le vendredi à Colomiers. Non ! Fermer en partie un étage du CFP de Colomiers ne va pas préserver notre environnement, les agents iront consommer de l'énergie chez eux, à leur frais et rien d'autre. Tout cela s'est imaginé, bien sûr, sans consulter qui que ce soit et surtout pas les OS ou les agents. Le collectif, l'organisation du travail pourtant pris à bras le corps, au travers des réunions avec l'ANACT (agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail), par les OS sont passés aux oubliettes.



Le PNAA Pôle national d'apurement administratif subit une évolution de ces missions allant vers la maîtrise des risques des collectivités. De l'aveu même du responsable, cette évolution métier est encore floue. La RH estime qu'il n'y a pas restructuration et que de ce fait seule la prime pour formation peut être demandée par les agents. L'art de ne pas dépenser un centime de plus dans le cadre d'une restructuration (il y a changement de mission, changement de nom du service, mais ce n'est pas une restructuration ouvrant droit à l'ensemble des garanties ...)

Une antenne des SIE de Haute-Garonne doit être ouverte à Agen dans le Lot et Garonne ce 1^{er}



septembre. La démétropolisation est en marche, les emplois de la ville de Toulouse vont partir dans « les champs » lot et garonnais... cette fable que nous raconte la direction ne fait rire personne. Le fait du prince en est la morale. Comment imaginer que la gestion des professionnels hauts-garonnais par un déplacement de certaines missions (AVISIR, surveillance/relance des transmissions de bilan et de TVA) va améliorer le service public ? Depuis quand l'éloignement, la casse de la synergie des missions ont-ils contribué à rendre un meilleur service public ? L'expérience des centres de contacts pour les impôts des particuliers, le début des plateformes SPF ne suffisent-ils pas à montrer que l'éloignement crée des difficultés, pour les agents, comme pour les usagers ? La présentation enthousiaste qu'a fait la cadre supérieure de la DDFiP 47, venue présenter le futur service dans notre instance, n'a pu masquer les difficultés qui vont inévitablement se faire jour. Citons pêle-mêle la localisation provisoire des bureaux des futurs collègues d'Agen (qui, en apprentissage, devront jusqu'à achèvement des travaux de leur futur local exercer à des étages différents), l'utilisation d'Open Lab, outil inadapté pour une utilisation

multipostes (qui multiplie les risques d'écrasement de fichiers)... La liaison entre la plateforme d'Agen et les SIE de Haute-Garonne sera un des éléments primordiaux à surveiller dans les prochains mois.